



PARIS EUROPLACE

Siège social : Palais Brongniart – 16 Place de la Bourse – 75002 Paris
Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Paris

26, rue Cambacérès

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

PARIS EUROPLACE

Siège social : Palais Brongniart – 16 Place de la Bourse – 75002 Paris

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'Association PARIS EUROPLACE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association PARIS EUROPLACE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes

ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 24 avril 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Djamel Zahri
Le 24/04/2025

ID: tx_J7Y4JnBWA6Dn

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Djamel Zahri', written over a light blue horizontal line.

Djamel Zahri

Associé



Association PARIS EUROPLACE

Exercice clos au 31 décembre 2024

COMPTES ANNUELS

orcom

Expertise Comptable Audit & Conseil

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	21 887	13 072	8 815	15 481
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	334 084	137 112	196 973	54 356
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	66 752		66 752	31 237
	TOTAL (I)	422 723	150 183	272 540	101 075
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 082 161	97 400	984 761	1 249 833
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 131 002		1 131 002	971 610
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	5 075 029		5 075 029	4 624 417
	Charges constatées d'avance	140 152		140 152	49 864
	TOTAL (II)	7 428 344	97 400	7 330 944	6 895 724
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	7 851 067	247 583	7 603 484	6 996 799
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				66 752	31 237
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	210 000	210 000
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	360 000	540 000
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	499 838	17 515
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs		
	Excédent ou déficit de l'exercice	427 679	482 324
	Total des fonds propres (situation nette)	1 497 517	1 249 838
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
Total des fonds propres		1 497 516	1 249 838
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	2 658 476	1 874 777
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
Total des fonds reportés et dédiés		2 658 476	1 874 777
Provisions	Provisions pour risques	81 000	30 000
	Provisions pour charges		
Total des provisions		81 000	30 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	56 524	131 763
	Emprunts et dettes financières divers	14 200	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	526 295	506 539
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 062 001	1 131 425
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	539 589	396 932
	Produits constatés d'avance	1 167 882	1 675 525
Total des dettes		3 366 491	3 842 184
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		7 603 484	6 996 799
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		427 678,57	482 323,60
(1) Dont à moins d'un an		3 366 491	3 785 660
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			71

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	6 132 118	6 067 617
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 249 597	1 972 611
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	705 266	747 840
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		135 969
	Utilisations des fonds dédiés	702 141	
	Autres produits	153	8 205
Total des produits d'exploitation		9 789 275	8 932 243
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	3 403 193	3 319 410
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	27 051	24 955
	Salaires et traitements	2 757 017	2 669 413
	Charges sociales	1 366 457	1 188 997
	Dotation aux amortissements et dépréciations	36 512	134 223
	Dotation aux provisions	55 054	30 000
	Reports en fonds dédiés	1 485 840	922 077
	Autres charges	92 769	86 751
Total des charges d'exploitation		9 223 893	8 375 825
RESULTAT D'EXPLOITATION		565 382	556 418

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		565 382	556 418
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	24 855	11 518
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		24 855	11 518
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	6 765	8 224
	Différences négatives de change	366	355
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		7 131	8 578
RESULTAT FINANCIER		17 724	2 940
RESULTAT COURANT avant impôts		583 106	559 358
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		2 998
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			2 998
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	1 142	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	596	1 658
Total des charges exceptionnelles		1 738	1 658
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(1 738)	1 340
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		153 689	78 375
TOTAL DES PRODUITS		9 814 130	8 946 760
TOTAL DES CHARGES		9 386 451	8 464 436
EXCEDENT ou DEFICIT		427 679	482 324
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Règles générales

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 20/03/2025 par le Conseil d'Administration.

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

PARIS EUROPLACE, est une association créée en 1993 pour promouvoir et développer la place financière de Paris.

Paris Europlace regroupe plus de 600 acteurs de l'écosystème financier - banques, assurances, gestionnaires d'actifs, intermédiaires, fintechs, entreprises industrielles et commerciales, sociétés de conseil, cabinets d'avocats, acteurs publics... : un réseau unique pour réunir toutes les parties prenantes de la place financière de Paris et échanger sur leurs priorités.

Paris Europlace promeut en France et à l'international la place financière de Paris afin de favoriser son développement dans toutes ses dimensions. Avec ses commissions, ses collèges et groupes de travail rassemblant les meilleurs professionnels, l'association définit les positions de Place et les fait valoir auprès des pouvoirs publics ou autres interlocuteurs, en France, en Europe et à l'international.

Les missions de PARIS EUROPLACE s'articulent autour des axes suivants :

- Think Tank : trois collèges, entreprises, investisseurs et intermédiaires financiers, rassemblent les directeurs généraux et directeurs financiers des sociétés membres de PARIS EUROPLACE. Ils élaborent des propositions sur les grands sujets de la place de Paris ; financement des entreprises, politique d'épargne, désintermédiation financière, ... Des groupes de travail se réunissent sur différents sujets pour renforcer la compétitivité et l'attractivité de la Place de Paris; ils se penchent sur divers projets de réforme en France et au niveau européen, dans les domaines juridiques, fiscaux, de régulation. Parmi les priorités : financement des infrastructures et la Finance durable.

- Action Européenne et Internationale : PARIS EUROPLACE contribue activement aux consultations et travaux européens avec la Commission et le Parlement, mais aussi aux travaux internationaux (G20, B20-business 20). Les thèmes abordés : organisation et compétitivité des marchés, intégration financière européenne, coopération et échanges internationaux.

- Promotion Internationale : PARIS EUROPLACE assure la promotion des atouts de la place

Règles et Méthodes Comptables

financière de Paris auprès des investisseurs, entreprises et intermédiaires financiers internationaux, notamment lors des rencontres financières internationales. PARIS EUROPLACE établit des liens avec les places financières émergentes de premier plan, par la signature d'accord de coopération.

- Fintech et Innovation : Le pôle de compétitivité mondial, FINANCE INNOVATION, créé en 2008 et présidé par Bernard Gainnier, mène une action dans l'accompagnement et le développement des start-up innovantes du secteur financier, et plus largement en appui des pôles de compétitivité industriels. Il assure également la promotion de l'innovation dans plusieurs filières métiers : banque, assurance, gestion d'actifs, immobilier, économie sociale et solidaire, métier du chiffre et du conseil.

- Finance Durable : En 2017 est lancée l'initiative FINANCE FOR TOMORROW depuis devenu l'Institut de la Finance Durable, qui a pour but de promouvoir la place financière de Paris, en tant que place de référence de la Finance Durable

Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général.

L'association ne bénéficie pas de contribution en nature.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2018-06 relatif au comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La méthode d'appel et d'enregistrement des cotisations des membres est la suivante :

- Paris Europlace /IFD : l'adhésion réalisée au courant de l'année est calculée au prorata temporis ;

Règles et Méthodes Comptables

– Finance Innovation : l'adhésion réalisée au courant de l'année est considérée pour l'année d'adhésion sans prorata.

Les cotisations des membres afférentes à l'année 2024 sont portées en recettes pour leur montant hors taxes ; les appels de cotisations au titre de 2025 ont été exclus des recettes de 2024 par le biais du compte de produits constatés d'avance.

Des avoirs sont établis lorsque les adhérents ne souhaitent plus cotiser sont défaillants ou bien reportent leur cotisation.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Méthode d'amortissement

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 7 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 7 ans
- * Matériel informatique : 3 à 7 ans
- * Mobilier : 3 à 7 ans
- * La durée d'amortissement des éléments incorporels est de 12 mois.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Il a été mis en place par le Comité d'audit et des risques les règles de dépréciation suivantes :

- 100% pour les créances de plus de 180 jours,
- au cas par cas pour les créances entre 30 et 180 jours.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	21 887					21 887
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 887					21 887
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	165 534		145 555		104 523	206 567
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	150 702		32 054		55 238	127 517
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	316 236		177 609		159 761	334 084
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	31 237		46 315		10 800	66 752
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	31 237		46 315		10 800	66 752
TOTAL		369 360		223 924		170 561	422 723

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	6 405	21 044	14 378	13 072
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 405	21 044	14 378	13 072
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	137 398	17 245	104 523	50 120
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	124 482	16 605	54 096	86 992
Emballages récupérables et divers					
TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		261 880	33 850	158 618	137 112
TOTAL		268 285	54 894	172 996	150 183

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	30 000	51 000		81 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	30 000	51 000		81 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	100 808	97 400	100 808	97 400
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	100 808	97 400	100 808	97 400
TOTAL GENERAL		130 808	148 400	100 809	178 399
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			51 645		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	66 752	66 752	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	1 082 161	1 082 161	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	149	149	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	93 506	93 506	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 637	1 637	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 035 710	1 035 710	
	Charges constatées d'avance	140 152	140 152	
	TO TAL DES CREANCES	2 420 067	2 420 067	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	56 524	56 524		
	Emprunts et dettes financières divers	14 200	14 200		
	Fournisseurs et comptes rattachés	526 295	526 295		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	499 417	499 417		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	364 101	364 101		
	Impôts sur les bénéfices	49 278	49 278		
	Taxes sur la valeur ajoutée	105 434	105 434		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	43 771	43 771		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	539 589	539 589		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	1 167 882	1 167 882		
	TO TAL DES DETTES	3 366 491	3 366 491		
Emprunts souscrits en cours d'exercice		14 200			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		75 168			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Annexe libre

Etat des créances

Les "autres créances clients" comprennent les cotisations à recevoir pour un montant de 917 422,88€

Les "débiteurs divers" comprennent les subvention à recevoir pour un montant de 1 034 676,07€

Etat des Dettes

Les "autres dettes" comprennent des avoirs à établir pour 61 890€

Produits à recevoir

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		1 076 813
Autres créances clients		25 500
Clients - factures à établir	18 000	
Clients-facture à établir exo	7 500	
Autres créances		1 051 313
Etat - produits à recevoir	1 637	
Subventions	663 112	
Subvention à recevoir et	371 564	
Interêts courus à recevoir	15 000	

Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		1 035 733
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		295 696
Fournisseurs - fnp	295 696	
Dettes fiscales et sociales		740 037
Dettes provis. pr congés à pay	173 917	
Personnel - autres charges à p	325 500	
Charges sociales s/congés à pa	69 567	
Orga. sociaux-autres charges à	171 053	

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	210 000				210 000
Fonds propres avec droit de reprise	540 000			180 000	360 000
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	17 515	482 324			499 838
Excédent ou déficit de l'exercice	482 324	(482 324)	427 679		427 679
Situation nette	1 249 838		427 679	180 000	1 497 517
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 249 838		427 679	180 000	1 497 516

La diminution des fonds propres avec droit de reprise correspond au troisième remboursement de l'avance subordonnée auprès des membres du Conseil d'Administration.

Variation des Fonds Dédiés

	Fds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembours- ements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Projet ISR	1 781 546	1 326 330	608 910			2 498 966	
Projet IFC	93 231 76 700	159 510	93 231			159 510	
	922 077		922 077				
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	1 874 777 998 777	1 485 840	1 624 218			2 658 476	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		140 152	140 152
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			140 152

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			1 167 882
Paris Europlace		301 000	
Finance Innovation		452 050	
Institut de Finance Durable		21 000	
Subvention Europe Aperture		181 646	
Subvention Europe Climate FIT		65 347	
Subvention Europe WomanTech		38 932	
Subvention Europe FINE		56 000	
Subvention Europe 4ESG		51 907	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			1 167 882

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	31/12/2024	31/12/2023	%	%	31/12/2024	31/12/2023	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	20 000	16 812	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	20 000	16 812	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	20 000	16 812	100,00	100,00				

Rémunérations des Dirigeants

31/12/2024

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

471 386

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Effectif moyen

31/12/2024

Interne

Externe

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE

Cadres & professions intellectuelles supérieures

31

Professions intermédiaires

Employés

2

Ouvriers

TOTAL

33

Annexe libre 2

Effectif

Engagement de retraite : compte-tenu de l'ancienneté de l'effectif, il n'a pas été comptabilisé de provision pour indemnités de départ en retraite. L'estimation effectuée au 31/12/2024 évalue une éventuelle dette à 36 766€